



Prévention de la COVID-19 et inégalités sociales : regard du milieu communautaire

Sondage

réalisé entre
décembre 2020 et janvier 2021



Direction de santé publique
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Ce document est une réalisation de la Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale.

Coordination

Sonia Dugal
Judith Rose-Maltais

Réalisation

Cellule COVID-19 – Milieux communautaires
et populations vulnérables

Rédaction

Élise Landry

Relecture et mise en forme

Marie-Josée Paquet
Jacinthe Sirois

Révision

Marianne Corneau
Marie-Michèle Dubeau
Anne-Frédérique Gosselin
Shelley-Rose Hyppolite
Céline Lepage
Andréanne Tremblay

Soutien à la conception de l’outil de collecte

Marie-Claude Émond

Ont également participé à la réalisation de ce document :

Soutien à l'analyse

Rémy Lamontagne, Université Laval
Florence Larouche, Université Laval
Jade Mai Lussier, Université Laval

Soutien à la conception de l’outil de collecte

Julie Lévesque, Commun’Action 0-5
Catherine Raymond, équipe d’organisation
communautaire du CIUSSS de la Capitale-Nationale
Diane Thibault, Mères et monde

Remerciements

La Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale tient à remercier toutes les personnes qui ont répondu à ce sondage ou qui ont participé à sa diffusion. La richesse des propos recueillis témoigne du rôle crucial qu’a continué à jouer le milieu communautaire auprès des personnes plus vulnérables de la région pendant la pandémie, malgré les grands défis auxquels il a été confronté.

Ce document est disponible en version électronique à l’adresse Internet
www.ciusss-capitalenationale.gouv.qc.ca

Dépôt légal 2022
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-550-90950-7 (PDF)

Cette publication a été versée dans la banque SANTÉCOM.

La reproduction de ce document est permise, pourvu que la source en soit mentionnée.

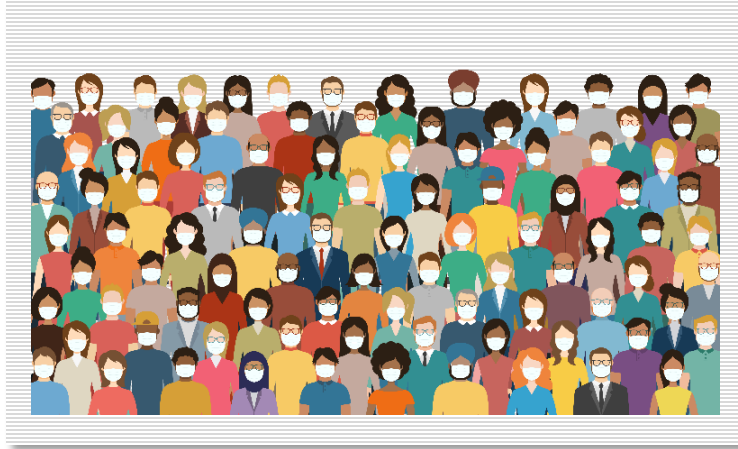
Référence suggérée :
CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE. *Prévention de la COVID-19 et inégalités sociales : regard du milieu communautaire – Sondage réalisé entre décembre 2020 et janvier 2021*. Québec, Direction de santé publique, 2022, 19 p.

© Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale

Table des matières

1. Présentation du sondage.....	<u>4</u>
2. Portrait des répondantes et des répondants au sondage....	<u>5</u>
• Fonction.....	<u>5</u>
• Territoire d'intervention.....	<u>6</u>
• Groupe d'intervention.....	<u>6</u>
3. Résultats.....	<u>7</u>
➤ Première question du sondage.....	<u>7</u>
• Les mesures sanitaires qui posent des défis.....	<u>7</u>
• Ce qui rend difficile le respect des mesures : trois catégories d'obstacles.....	<u>8</u>
A. La compréhension des consignes.....	<u>8</u>
B. Les besoins prioritaires.....	<u>9</u>
C. Les conditions de vie.....	<u>11</u>
4. Pistes d'action.....	<u>13</u>
➤ Deuxième question du sondage.....	<u>13</u>
1. Adapter les communications.....	<u>14</u>
2. Maintenir les services aux personnes et les adapter.....	<u>15</u>
3. Agir sur les conditions de vie.....	<u>16</u>
4. Travailler en partenariat.....	<u>17</u>
5. Conclusion.....	<u>18</u>

1. Présentation du sondage



- **Interdiction de rassemblement** • **Port du masque** • **Dépistage**
- **Distanciation physique** • **Isolement préventif**

Les consignes sanitaires mises en place pour limiter la transmission de la COVID-19 au sein de la population québécoise ont été nombreuses et exigeantes.

Préoccupée par les inégalités risquant de se creuser durant la pandémie, la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale s'est posé deux questions :

- *Est-ce que certains groupes de la population sont désavantagés dans leur capacité à adopter les consignes sanitaires prescrites à cause d'obstacles liés à leur situation ou conditions de vie ?*
- *Si oui, est-ce que des adaptations ou des actions devraient être mises en place pour contrer ces obstacles et réduire les inégalités qui en découlent ?*

La progression du virus dans la région a rendu difficile la tenue de groupes de discussion avec les personnes concernées. L'équipe a donc opté pour un sondage en ligne visant les intervenantes et les intervenants du milieu communautaire, sachant qu'ils ont maintenu leur lien privilégié avec la population pendant la pandémie.

Le sondage anonyme comportait principalement deux questions ouvertes, en plus de quelques questions fermées permettant de caractériser les répondantes et les répondants. Il a été mis en ligne entre le 10 décembre 2020 et le 19 janvier 2021 et diffusé par courriel aux organismes communautaires de la région 03, ainsi qu'aux organisatrices et organisateurs communautaires du CIUSSS de la Capitale-Nationale. Une diffusion élargie entre collègues, organismes et partenaires a été encouragée.

2. Portrait des répondantes et des répondants au sondage

124

Cent-vingt-quatre
personnes ont répondu au sondage

Principales fonctions

Responsables d'organismes
communautaires

49 %



Intervenant(e)s ou
animateur(trice)s communautaires

23 %



Organisateur(trice)s
communautaires ou agent(e)s
de liaison ou de développement

21 %



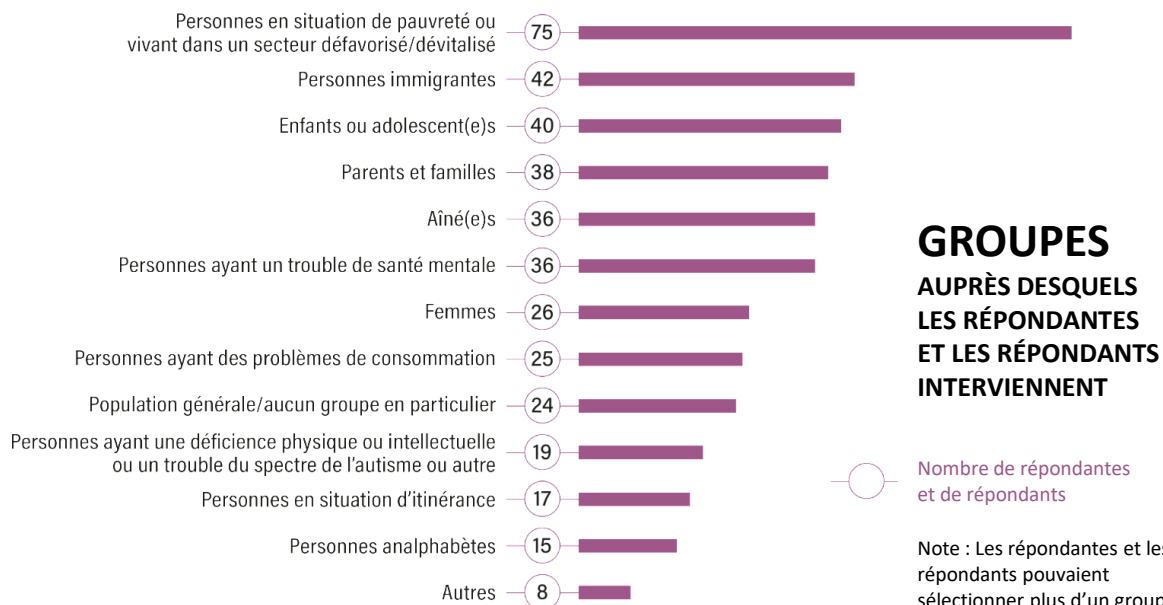
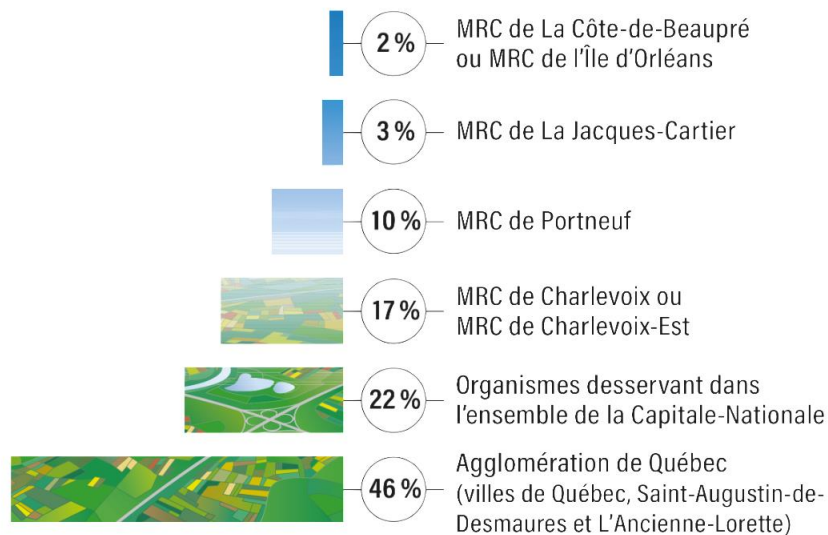
Autres

7 %



2. Portrait des répondantes et des répondants au sondage

TERRITOIRES D'INTERVENTION



GROUPES AUPRÈS DESQUELS LES RÉPONDANTES ET LES RÉPONDANTS INTERVIENNENT

○ Nombre de répondantes et de répondants

Note : Les répondantes et les répondants pouvaient sélectionner plus d'un groupe.

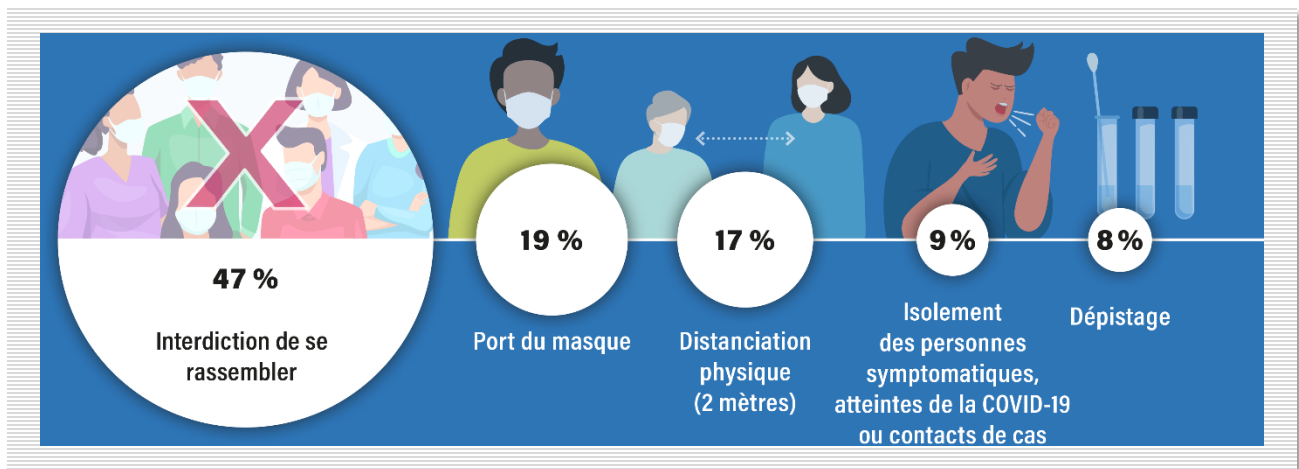
3. Résultats du sondage

1^{re} question du sondage

La Santé publique encourage la population québécoise à suivre des consignes pour réduire la transmission de la COVID-19. [...] Or, on sait que la capacité de certaines personnes à respecter ces consignes peut parfois être freinée par des obstacles liés à leurs conditions vie ou de travail, à leur langue, à leur culture, à leur compréhension des consignes, à leurs besoins, etc. Pouvez-vous nommer de ces obstacles ou défis qui rendent difficile le respect de consignes de prévention chez certaines personnes auprès desquelles vous intervenez ?

Les mesures sanitaires qui posent des défis

Certaines mesures sanitaires ont été plus souvent décrites par les répondantes et les répondants comme difficiles à appliquer chez les personnes avec lesquelles ils travaillent. La figure suivante montre dans quelles proportions différentes consignes ont été nommées. On observe que près d'une fois sur deux, les répondantes et les répondants ont rapporté des défis ou des obstacles liés à l'interdiction de se rassembler.



N. B. : Au moment de réaliser ce sondage, certaines mesures telles le couvre-feu et la vaccination n'avaient pas encore été mises en place par le gouvernement provincial. Ceci explique pourquoi les répondantes et les répondants n'y ont pas fait allusion.

3. Résultats du sondage

Ce qui rend difficile le respect des mesures : trois catégories d'obstacles



A. La compréhension des consignes

B. Les besoins prioritaires

C. Les conditions de vie

A. La compréhension des consignes

Les répondants au sondage relèvent que les consignes gouvernementales diffusées à la population depuis le début de la pandémie sont nombreuses, parfois complexes, et qu'elles changent au fil du temps.

La compréhension des consignes en temps de pandémie est un défi pour l'ensemble de la population, mais semble l'être encore plus pour :

- les personnes allophones qui n'ont pas accès à des consignes traduites dans leur langue maternelle;
- les personnes qui ont un faible niveau de littératie;
- les personnes ayant certains troubles cognitifs, neurodéveloppementaux ou de santé mentale qui nuisent à leur capacité de comprendre l'information. À cet effet, des répondantes et des répondants croient que l'anxiété générée par la pandémie même affecte le jugement et les aptitudes de compréhension de certains individus;
- les enfants et les adolescents, parce qu'ils sont exposés à des consignes différentes à l'école et dans les autres milieux qu'ils fréquentent et parce qu'ils ont reçu peu d'information adaptée à leur niveau de compréhension pendant cette période.

3. Résultats du sondage



B. Les besoins prioritaires

L'âge des personnes, leur état de santé et leur situation de vie font en sorte que certaines mesures de prévention de la COVID-19 sont difficiles à respecter, parce qu'elles entrent en compétition avec des besoins personnels et familiaux importants, voire prioritaires.

Ci-dessous quelques exemples qui ont été rapportés.

➤ Les besoins liés au jeune âge

- Le besoin de jouer et le besoin de contacts physiques qui rendent difficiles le respect de la distanciation pour les jeunes enfants qui fréquentent des services communautaires.
- Le besoin d'appartenance au groupe d'amis et le besoin de distanciation avec la famille qui peuvent rendre pénibles les périodes d'isolement à la maison ou l'interdiction de se rassembler chez les adolescents.

N. B. : Des répondantes et des répondants rappellent que les parents ont une influence majeure sur l'adhésion aux consignes au sein d'une famille avec enfants. Ce sont eux, par exemple, qui permettront ou non à leurs enfants de fréquenter des amis ou qui soumettront ou non leur enfant à un test de dépistage.

➤ Les besoins liés à l'état de santé

- Le besoin de soutien social pour les personnes souffrant d'un problème de santé mentale, telles l'anxiété et la dépression, qui rend difficile le fait de ne pas voir ses proches.
- Idem pour les personnes qui ont une dépendance et qui ressentent le besoin de se distraire et de socialiser pour réduire leur consommation et prévenir une rechute.
- Le besoin de calmer des états de crise, qui rend improbable l'application de consignes de base, comme le port du masque, le lavage des mains ou la distanciation chez des usagers d'organismes qui sont en état de consommation ou qui ont des problèmes de santé mentale sévères.
- Les besoins de recevoir du soutien à domicile pour des personnes ayant des incapacités fonctionnelles et leurs proches, rendant impossibles pour eux un confinement complet à la maison.
- Le besoin de confort physique ou psychologique qui rend difficile le port du masque chez des personnes ayant certaines conditions liées à l'âge, à une déficience physique, intellectuelle ou à un trouble du spectre de l'autisme.

3. Résultats du sondage



B. Les besoins prioritaires

➤ Les besoins liés à la situation familiale

- Le besoin de sortir pour s'approvisionner en aliments et en biens essentiels malgré des consignes d'isolement, chez des personnes habitant seules ou chez des parents de famille monoparentale qui sont dépourvus de réseau social.
- Le besoin de répit et de soutien dans les tâches quotidiennes chez les parents de famille monoparentale, chez les proches aidants ou chez les parents de nouveau-nés qui amènent à recevoir à la maison des proches ou des services.
- Le besoin de briser l'isolement et la solitude, chez les parents de famille monoparentale et les personnes habitant seules, notamment les aînés qui en souffraient déjà avant la pandémie, rendant pénible l'interdiction de se rassembler.

➤ Les besoins liés à une période de transition

- Le besoin de fréquenter des milieux sociaux et des ressources communautaires pour des ex-détenus ou des personnes immigrantes qui ont peu de repères et qui souhaitent s'intégrer à la société.

3. Résultats du sondage



C. Les conditions de vie

Ce sont parfois des enjeux liés aux conditions de vie et à l'accès à certaines ressources qui semblent nuire à la capacité d'adopter des mesures de prévention de la COVID-19. Voici quelques exemples amenés par les répondantes et les répondants.

➤ Les ressources financières

Pour les personnes et les familles qui vivent avec de faibles revenus et qui ont peu de marge de manœuvre financière, il peut être par exemple difficile :

- de se procurer des masques et de les renouveler lorsque nécessaire;
- d'avoir les sommes suffisantes pour regrouper les achats et ainsi éviter les sorties fréquentes dans les commerces;
- de payer pour des services de livraison afin de demeurer en isolement.

➤ Les conditions de travail

On dénote des obstacles chez les travailleuses et les travailleurs :

- de secteurs d'emploi qui obligent une proximité physique quotidienne avec un grand nombre de personnes;
- qui ont un salaire peu élevé, pouvant difficilement se priver de journées de travail ou qui craignent de perdre leur emploi s'ils s'en absentent. Pour ces travailleuses et travailleurs, il est plus ardu de prendre du temps pour le dépistage, l'isolement préventif ou pour rester à la maison avec les enfants lors de la fermeture de classes ou d'écoles.

➤ L'accès au transport

- L'accès au dépistage serait plus difficile pour les personnes sans voiture, comme les centres de dépistage sont généralement peu accessibles à pied. L'organisation du transport vers les lieux de dépistage représenterait un défi particulier pour certains groupes, comme par exemple les personnes itinérantes, les personnes devant être accompagnées à cause de limitations fonctionnelles ou les parents de famille monoparentale avec de jeunes enfants.
- L'absence de services de livraison gratuits ou à faible coût inciterait des personnes en isolement à continuer de se déplacer vers des commerces ou des services pour leur approvisionnement alimentaire.

3. Résultats du sondage



C. Les conditions de vie

➤ L'accès aux télécommunications

Les difficultés d'accès aux télécommunications sont souvent rapportées pour des personnes à faible revenu et des aînés qui n'ont pas de connexion Internet, d'équipement informatique ou n'ont pas les connaissances pour utiliser ces outils. On rapporte aussi que certains individus n'ont pas de téléphone.

Pour ces personnes, il est ardu de :

- trouver de l'information à jour sur les consignes sanitaires qui sont en vigueur;
- recevoir des services à distance, même si ceux-ci sont offerts par les organismes communautaires.

Ces difficultés ont pu être amplifiées du fait que des points d'accès communautaires à Internet ont été temporairement fermés durant la pandémie.

L'enjeu de l'accès aux télécommunications se pose aussi pour les familles nombreuses qui ont peu de ressources financières et qui n'ont pas le matériel nécessaire à la scolarisation de tous les enfants au domicile, lors de la fermeture d'écoles.

➤ Les conditions de logement

- Pour les personnes qui habitent un très petit espace, comme une chambre ou un petit appartement, les périodes de confinement ou d'isolement au domicile peuvent être difficiles à supporter.
- La gestion de l'isolement et de la désinfection, lorsqu'une personne est atteinte de la COVID-19, peut également présenter un défi au sein des familles nombreuses dont les membres partagent le même logement.
- Des répondantes et des répondants rappellent que l'utilisation de services d'hébergement communautaires, bien qu'essentielle, peut obliger une certaine promiscuité entre les personnes.

➤ L'environnement social et culturel

- Chez certaines communautés culturelles, la collectivité et l'entraide sont des valeurs fondamentales. L'impossibilité de se rassembler peut présenter pour elles un défi supplémentaire.

4. Pistes d'action

2^e question du sondage

À votre avis, quelles actions devraient être mises en place à court ou moyen terme (par vous, par la Santé publique ou par d'autres acteurs) pour contrer ces obstacles ou défis que vous observez?

Nous avons rassemblé ici les pistes d'action proposées par les répondantes et les répondants au sondage en quatre grandes catégories. Sans surprise, plusieurs des actions proposées sont très directement liées aux obstacles et aux défis rapportés précédemment.

1. *Adapter* les communications
2. *Maintenir* les services aux personnes et les adapter
3. *Agir* sur les conditions de vie
4. *Travailler* en partenariat



4. Pistes d'action



1. Adapter les communications

- **Traduire rapidement les consignes** gouvernementales dans les principales langues parlées dans la région. Faciliter le recours à des interprètes lors de communications téléphoniques liées à la COVID-19 avec des personnes allophones.
- **Vulgariser** l'information diffusée à la population en expliquant mieux les arguments qui sous-tendent les consignes sanitaires. S'appuyer sur l'expertise en éducation populaire pour construire des outils informatifs qui ont du sens pour les personnes. Utiliser davantage d'images et de pictogrammes. Créer du contenu ciblé pour certains groupes, comme les adolescents.
- **Diversifier les outils de communications** pour rejoindre les personnes à faible niveau de littératie et celles qui n'ont pas accès à Internet. Par exemple : déployer des agents d'information dans les milieux de vie, produire des capsules vidéo, imprimer des feuillets papier, etc.
- **Faire circuler l'information de santé publique par des intermédiaires significatifs** pour les personnes, comme les intervenantes et les intervenants communautaires, les leaders de communautés culturelles, le personnel du réseau de la santé, les écoles, etc.
- **Diffuser un contenu positif** qui mobilise les personnes, sans accroître leur niveau d'anxiété.
- **Centraliser les consignes sanitaires** et s'assurer de leur cohérence.



2. *Maintenir* les services aux personnes et les adapter

- **Maintenir autant que possible les services des organismes communautaires** pendant la pandémie et répondre aux besoins qui émergent dans la population. Assurer aux organismes communautaires le financement conséquent au maintien et à l'adaptation de leurs activités.
- **Favoriser les espaces de socialisation « sécuritaires »** dans la communauté. Mettre en place des espaces d'échanges qui présentent moins de risques pour la transmission du virus (ex. : à l'extérieur, par Internet ou par téléphone). Rendre accessibles aux organismes communautaires des salles suffisamment grandes pour poursuivre la prestation de leurs services dans le respect de la distanciation physique, sans refuser d'usagers. Permettre le recours à des lieux de socialisation chauffés en hiver pour les personnes isolées socialement ou en situation d'itinérance.
- **Soutenir les personnes isolées en raison de la pandémie.** Assurer une présence significative d'intervenantes et d'intervenants sur le terrain et une vigie auprès de personnes isolées et vulnérables. Soutenir les personnes et les familles qui sont visées par des consignes d'isolement; s'assurer qu'elles comprennent les consignes et qu'elles ne manquent pas de vivres. Mettre en place des services de livraison de denrées alimentaires et de biens essentiels accessibles aux personnes qui ont peu de ressources financières et qui sont confinées à leur domicile. Rappeler les numéros de téléphone importants pour faire une demande d'aide.
- **Faciliter l'accès aux masques, au dépistage et à la vaccination.** Donner accès gratuitement à des masques de qualité aux personnes qui n'ont pas les moyens de s'en procurer. Offrir un service d'accompagnement vers les cliniques de dépistage ou des services de dépistage mobile aux personnes qui peuvent difficilement se déplacer. Mettre en place des aménagements similaires pour faciliter l'accès à la vaccination.

3. Pistes d'action



3. *Agir* sur les conditions de vie

- **Accroître l'accès aux télécommunications** pour toutes et tous. Créer un programme d'accessibilité à Internet pour les ménages qui en ont besoin. Maintenir les points d'accès communautaires à Internet pendant la pandémie et offrir des lieux d'accès sécurisés pour les personnes qui doivent recevoir des services à distance. Multiplier les cours d'informatique pour les personnes qui ont une faible littératie numérique. Permettre aux organismes de se doter des infrastructures nécessaires pour donner leurs services à distance. Fournir des tablettes ou des portables aux usagers d'organismes qui ont besoin d'un suivi régulier.
- **Bonifier les conditions de travail** afin de permettre aux employés de s'absenter en raison de la COVID-19 sans être pénalisés ou sans craindre de l'être.
- **Bonifier les revenus** des ménages ayant peu de ressources financières pour leur permettre d'absorber les charges financières associées à la pandémie.
- **Poursuivre les efforts pour l'accès à des logements de qualité** pour toutes et tous.

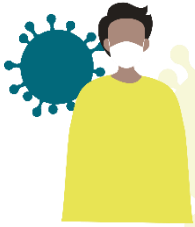
3. Pistes d'action



4. *Travailler* en partenariat

- **Créer de nouveaux arrimages entre le réseau de la santé et les organismes communautaires** pour soutenir de façon complémentaire les personnes vulnérables pendant la pandémie. Faciliter le référencement mutuel. Assurer de manière coordonnée une veille auprès des personnes très isolées.
- **Solliciter davantage l'expertise du milieu communautaire** lors de l'élaboration et de la diffusion des mesures sanitaires.
- **Outils les organismes communautaires afin qu'ils soient davantage en mesure d'accompagner les personnes dans la compréhension des consignes** de santé publique.

5. Conclusion



Les constats et les pistes d'action recueillis par l'entremise de ce sondage sont riches et éclairants pour la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale. Ils deviennent un excellent outil de sensibilisation aux inégalités sociales qui continuent d'opérer en temps de crise et aux efforts supplémentaires qui sont nécessaires pour les atténuer. Ils offrent aussi d'importantes leçons à tirer pour la préparation et la gestion d'autres situations de crise.

À court terme, ces résultats ont permis d'appréhender la troisième vague de COVID-19 – qui s'est amorcée dans la région en mars 2021 – en confirmant la nécessité de poursuivre ou de renforcer certaines actions qui étaient déjà en place (ex. : le soutien des organismes communautaires pour une poursuite sécuritaire de leurs activités, le recours à la traduction ou à l'interprétariat pour certaines communications, le soutien psychosocial à des personnes vulnérables placées en isolement en raison de la COVID-19) et d'en développer de nouvelles (ex. : le déploiement d'une escouade COVID-19 pour répondre aux interrogations de citoyens plus isolés ou la vulgarisation de contenus scientifiques via la mise en ligne de capsules vidéos).

À plus long terme, ces résultats témoignent de la pertinence :

- de renforcer les liens collaboratifs entre le milieu communautaire et le réseau de la santé et des services sociaux;
- de poursuivre les efforts collectifs pour l'amélioration des conditions de vie des groupes désavantagés;
- d'adresser les impacts collatéraux indésirables de la pandémie de COVID-19 sur le bien-être de la population.

Par ailleurs, il faut mentionner que plusieurs répondantes et répondants ont profité du sondage pour décrire des effets néfastes de la pandémie qu'ils ont observés : pertes d'emplois, accès réduit aux services, isolement social, atteintes importantes à la santé mentale, tensions familiales exacerbées, baisse de la motivation scolaire, marginalisation et exclusion de certains groupes... D'autres ont expliqué comment cette crise a complexifié l'intervention communautaire. Finalement, des répondantes et des répondants ont souligné la nécessité de préparer la sortie de crise en tenant compte des problématiques générées ou amplifiées pendant la pandémie. Plusieurs évoquent, par exemple, la nécessité de bonifier et de rendre plus accessibles physiquement et financièrement les ressources en santé mentale.

Au final, consulter les intervenantes et les intervenants communautaires de la région en pleine crise sanitaire s'est avéré un exercice plus que fructueux. La Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale redit sa reconnaissance aux personnes qui ont pris le temps de répondre au sondage et espère que ces résultats, même au-delà de la pandémie, seront profitables à un maximum d'acteurs.



Direction de santé publique
2400, avenue D'Estimauville
Québec (Québec) G1E 7G9

www.ciuss-capitalnationale.gouv.qc.ca



**Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
de la Capitale-Nationale**

Québec 